



Comité Social d'Administration Local

09 septembre 2026

Déclaration liminaire CGT

La période estivale aura été chaude avec son lot de canicules, d'incendies et des services publics (hôpitaux, SDIS, ...) submergés par la demande.

Rien d'étonnant malheureusement puisque depuis des années les gouvernements successifs d'Emmanuel Macron ont sabré dans les effectifs et les moyens du service public. Le gouvernement Lecornu prépare un énième budget de régression sociale en amplifiant les coupes budgétaires. Il vise particulièrement les travailleurs et les retraités tout en poursuivant les cadeaux fiscaux aux plus riches et aux entreprises sans contrepartie. L'ensemble des salaires et pensions décroche avec la reprise de l'inflation, la hausse des prix des denrées alimentaires, des carburants et plus généralement de l'énergie. L'urgence sociale impose au contraire une hausse immédiate des salaires et des pensions.

Au niveau fonction publique, la politique de Macron se poursuit par le maintien du gel du point d'indice et la baisse des dotations de fonctionnement qui continue à dégrader la qualité du service public.

Dans ce contexte mortifère, la DGFIP continue à subir des suppressions d'emplois et à restructurer ses services.

L'annonce du NRP2 confirme une première vague en 2027 de fermetures de plus de 130 services, dont 43 dès le 1er janvier 2027. Lors du premier NRP, plus de la moitié des implantations de services ont été supprimées. Depuis 2008, la DGFIP a supprimé 35 000 emplois, soit le quart de ses effectifs. À ce double constat s'ajoute la réduction continue des moyens alloués au contrôle fiscal qui a été plus importante que le reste des services de la DGFIP depuis au moins une décennie, comme l'a exposé le rapport sur les moyens de la direction générale des finances publiques consacrés à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, déposé en juillet dernier par la commission des finances de l'Assemblée nationale.

Au contraire la CGT revendique des moyens humains, matériels et législatifs pour permettre aux services du contrôle fiscal d'assurer leurs missions et d'augmenter le recouvrement et la traque de la fraude.

Pour que les services publics offrent un service de qualité à l'ensemble de la population, il faut que l'État se donne les moyens de récupérer cet argent volé.

La liquidation des services publics de proximité et de pleine compétence se traduit, pour les agents, par une augmentation des charges de travail et une pression hiérarchique de plus en plus forte.

La DRFIP n'est pas en reste ! De plus en plus, la parole se libère et de nombreux témoignages y compris dans des fiches de signalement dénoncent un management toxique. La CGT vous demande de prendre des mesures adaptées pour mettre fin à ces pratiques. La CGT estime que toute la chaîne hiérarchique porte une part de responsabilité. Nous attendons que la réorganisation des services de la direction permette ... un premier engagement de votre part dans un plan départemental de rénovation du management.

Pour faire entendre nos revendications : abandon du NRP2, l'augmentation du point d'indice et son indexation sur les prix (la perte de 32,10 % depuis 2000 !), intégration des primes dans le traitement ... La CGT appelle les agents à la grève et à la manifestation intersyndicale du 29 septembre à 10h30 à la manufacture des tabacs